

Et si des fonctionnaires des impôts quittaient leurs bureaux parisiens pour Lens ?

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des comptes publics, a annoncé que d'ici à la fin du quinquennat d'Emmanuel Macron, 3 000 fonctionnaires de Bercy pourraient quitter la capitale pour la Région. Une aubaine pour les élus qui se sont rapidement positionnés. Dont le maire de Lens.

PAR EMMANUEL CRÉPELLE
lens@lavoxdunord.fr

LENS. « Internet permet d'installer ces services en Creuse, dans le bassin minier en Bretagne. (...) Cela permettra de réaliser des économies sur l'immobilier », expliquait le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérald Darmanin, le 8 mai dernier. Et cela pour appuyer une piste pour compenser la baisse d'impôt de 5 milliards d'euros promise aux contribuables : déplacer quelque 3 000 agents de la direction générale des finances publiques de Paris jusqu'en région d'ici à la fin du quinquennat, soit 2022.

« On parle d'une possible arrivée à Lens de 700 agents de la direction générale des entreprises, aujourd'hui basés à Ivry-sur-Seine.

Si du côté des syndicats de l'administration fiscale on n'accueille pas forcément l'annonce avec enthousiasme, du côté des régions, comme on dit à la capitale, les élus ont flairé la bonne affaire. On parle d'une possible arrivée à Lens de 700 agents de la direction générale des entreprises, aujourd'hui basés à Ivry-sur-Seine.

Le maire de Lens et président de la communauté d'agglo Lens-Liévin, Sylvain Robert, a dès le lendemain adressé une lettre de candidature pour accueillir les fonctionnaires à Gérald Darmanin. Et il ne s'est pas arrêté là puisqu'il a également envoyé un dossier étoffé. « Notre candidature présente toutes les qualités pour assurer un fonctionnement continu et efficace de services publics que l'Etat sou-



Quatre sites sont d'ores et déjà identifiés pour accueillir les 3 000 agents de la direction générale des finances publiques.

Un arbitrage présidentiel pour la desserte TGV ?

« Par la présente, je tenais à vous témoigner de notre insatisfaction et de notre colère sourde actuellement, à propos des projets portés par la SNCF sur les suppressions de lignes TGV desservant Lens, capitale du bassin minier Nord - Pas-de-Calais. » Ainsi commence le courrier adressé, hier, par Sylvain Robert au président de la République. Le président de l'agglomération Lens-Liévin en appelle au chef de l'Etat pour « rendre les derniers arbitrages » dans les discussions qui se sont engagées entre les élus et la SNCF au sujet de la desserte TGV de Lens. Des avancées ont certes été obtenues lors de la dernière réunion de

négociation, mais pas suffisamment pour que la collectivité appose sa signature au bas du document. « Aucune des propositions ne peut être validée par la ville et l'intercommunalité que j'anime », écrit Sylvain Robert.

« DES IMPACTS DESTRUCTEURS EN TERMES D'EMPLOIS »

Lequel voit dans l'annonce de la réduction de la desserte TGV une très mauvaise nouvelle pour le développement du territoire, alors que les réserves du Louvre vont ouvrir à Liévin, que Lens est susceptible d'accueillir des centaines

d'agents des impôts qui quitteraient Paris... « La réduction des fréquences TGV aurait, pour une ville comme Lens desservie depuis 1993, des impacts destructeurs en termes d'emplois et de déplacements domicile-travail. Cela serait totalement contraire à la concrétisation de projets structurants portés par l'agglomération (...) De nombreux travailleurs, étudiants ou stagiaires empruntent les transports ferroviaires chaque jour pour se rendre à Paris tout en profitant de conditions de vie exceptionnelles que permet notre département. Sans TGV, ils devraient faire le choix entre leur emploi ou leur vie dans le territoire. » ■ E.C.

haite déconcentrer de Paris vers notre agglomération, dans un environnement attractif et connecté. » Quatre sites sont d'ores et déjà identifiés.

1. Place de la République. Par le passé, plusieurs évolutions de ce parking sur deux niveaux de 1,2 hectare ont déjà été avancées et abandonnées. On avait notamment parlé d'un centre commercial. Eh bien, le lieu pourrait accueillir une construction pour les fonctionnaires du ministère des Finances. Selon le projet, 5 000 à 15 000 m² de surface de plancher pourraient sortir de terre. « Le développement du projet permettrait de requalifier un parking sous-utilisé, à l'entrée d'un secteur commercial », est-il écrit dans le dossier. Livraison possible en 2022.

2 et 3. Quartier des Gares. Deux propositions dans ce secteur. D'abord juste à côté de la gare, sur le parking d'1 hectare propriété de SNCF Réseau et actuellement occupé par Effia. Des bureaux pourraient sortir de terre là-bas.

Autre possibilité, les lots 4, 5 et 6 qui sont à construire dans le bas de la rue Jean-Létiennne vers le rond-point Bollaert (dans le prolongement des bâtiments nouvellement construits). La capacité pourrait être de 5 000 à 20 000 m². Livraison 2021.

4. Le parking Bollaert. Le site de 2,3 ha est au cœur du projet dit de la ZAC centralité dont les investisseurs avaient jusqu'à la fin mai pour déposer leur dossier (le jury s'est réuni le 29 mai dernier).

Un bâtiment de 5 à 15 000 m² entièrement dédié à l'administration fiscale pourrait y être bâti à côté d'autres immeubles de bureaux et/ou accueillant des activités de loisirs. Livraison possible en 2021. ■